

Les partenariats de prévention et de sécurité entre le local et le national : une politique publique en tension

Nans TRIQUET - doctorant LAMES AMU

RAPPORT SUR LE DIAGNOSTIC LOCAL DE SECURITE A SEPTEMES-LES-VALLONS

Problématique générale de la thèse

Comment se mettent en place les politiques locales de sécurité et de prévention en France actuellement ?

Comment travaillent ou ne travaillent pas ensemble, les élus locaux, les services municipaux, les services départementaux (PMI, ASE, prévention spécialisée, etc.), éventuellement les services de la Région (transport, lycées), et par ailleurs, les services préfectoraux, ceux des administrations d'Etat (police, gendarmerie, Education nationale, justice, etc.) ?

Comment tous ces acteurs, de statuts divers, de fonctions différentes, qui ne partagent pas les mêmes cultures professionnelles, ne sont pas soumis aux mêmes obligations de confidentialité ou de secret, qui n'ont pas les mêmes modes d'évaluation, pas les mêmes dépendances hiérarchiques, arrivent ou n'arrivent pas à travailler en cohérence ?

Comment, dans les deux situations (les décideurs – élus, chefs de service – et les acteurs de terrain) nouent ou ne nouent pas des relations efficaces ? Quels jeux jouent-ils ensemble ? Quelles alliances ou au contraire quelles oppositions développent-ils ? Quelles limites au partenariat apparaissent ? etc.

Au final, comment évaluer ce partenariat et ces politiques locales ?

Méthodologie du diagnostic local de sécurité

Ce diagnostic a été réalisé sur la ville de Septèmes-Les-Vallons pendant l'année 2012. La commune a fait appel à l'ORDCS (Observatoire Régional de la Délinquance et des Contextes Sociaux) et plus particulièrement à son directeur, Laurent Mucchielli, pour obtenir une aide à la réflexion sur le diagnostic. L'étude globale se divise en deux temps, une enquête de terrain réalisée par un doctorant de l'ORDCS puis une enquête de victimation en population globale réalisée par l'équipe de l'observatoire. L'enquête de terrain n'aurait pu se faire sans accord au préalable des conditions inhérentes à l'étude sociologique. La commune a donc permis au chercheur une liberté méthodologique, aucune commande politique n'a été énoncée, elle a lui a aussi facilité le contact avec les différentes institutions de la commune et a laissé le temps minimum nécessaire à l'étude.

L'enquête de terrain s'est déroulée du mois de janvier au mois d'octobre 2012. Durant cette période nous avons rencontré certains partenaires du CLSPD (Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance) en utilisant les méthodes propres à l'enquête : observation directe, entretiens semi-directifs, recueil d'information. La première partie de l'enquête rend compte de l'analyse de la police municipale : observation directe du poste de police, rencontre des agents, recueil de leur point de vue, étude des données sur les incidents rapportés par la population. La seconde partie s'intéresse à l'analyse du Centre social de la Gavotte-Peyret, acteur incontournable du CLSPD. Les deux parties principales du rapport sont aussi alimentées par l'analyse (moins approfondie par manque de temps) d'autres partenaires sur la commune (services municipaux, transporteurs, réunions CLSPD...).

Premiers résultats du diagnostic

Le travail partenarial ne va pas de soi et ne saurait se « faire tout seul » tant chaque « membre » en tant qu'organisation possède ses propres logiques d'action et de pensée, sa culture professionnelle, ses processus internes d'évaluation, etc. L'idéal voudrait qu'aucun partenaire ne travaille seul de son côté. C'est pourtant ce qui se passe la plupart du temps, comme si chacun pensait que son travail individuel « bien fait » et bien « communiqué », ainsi qu'une écoute bienveillante à l'égard des autres, suffisaient au bon fonctionnement du partenariat.

Le cas de Septèmes-les-Vallons ne déroge pas à la règle générale, la difficulté du partenariat est présente chez tous les partenaires rencontrés. Cette étude a montré des situations propres à de nombreux CLSPD : difficulté de réunion des partenaires, absences fréquentes de certains, défaut de transparence, conflits entre certains partenaires... Encore une fois, ce sont les logiques propres à chaque partenaire qui déterminent son degré d'implication dans le partenariat, et non les besoins réels des situations.

Après ces premiers constats hélas classiques, nous avons été davantage surpris par deux autres aspects du partenariat. Le premier est la tension semblant structurelle dans les relations entre le bailleur social et le centre social à la Gavotte-Perret. Voilà en effet deux structures qui auraient le plus grand intérêt à bien s'entendre à s'échanger des informations et des services dans un intérêt mutuel bien compris et par ailleurs au service des mêmes habitants. Pourtant ces relations sont empreintes de méfiance et il n'y a pratiquement pas de travail en commun. Le deuxième aspect qui nous a surpris est l'espèce de partage implicite qui s'est opéré entre la police municipale et le centre social : à la police municipale le centre-ville, au centre social le quartier de La Gavotte-Perret. Un tel fonctionnement mériterait d'être analysé plus longuement. Il est en tous cas un révélateur de plus de cet isolement de ce quartier très stigmatisé.

Enfin, terminons sur l'un des effets pervers les moins relevés de cette stigmatisation abusive du quartier de La Gavotte Perret : c'est le fait que, a contrario, elle crée une sorte de diversion générale qui invisibilise les problèmes pouvant survenir dans d'autres quartiers. Le simple fait qu'il ne nous ait jamais été suggéré par les acteurs locaux (autres que les policiers nationaux) d'aller enquêter dans d'autres quartiers de la ville nous semble révélateur de ce phénomène.